



## Compte rendu du groupe-pays Algérie de CUF

*Le jeudi 23 mai 2019 de 15h à 17h à Cités Unies France*

---

- 15 collectivités sont **présentes (10)** ou **excusées (5)**

● **10 présentes** : - **région Auvergne-Rhône-Alpes** (Anna FIORINI-BERLOT, service RI) / - **région Provence-Alpes-Côte-d'Azur** (Yamina BOULKERARA, chef de projet coop. Méditerranéenne) / - **département de Seine-St-Denis** (Magali FRICAUDET, service RI) / - **ville d'Aubervilliers** (Nordine IDIR, cabinet de la maire ; Ralf HOFMANN, service RI, Nora AOUADJANE, service jeunesse) / - **Bordeaux-Métropole** (Magali DA SILVA, service RI) / - **C.U. Dunkerque** (Nordine HENNI, chef projet coop. Internationale) / - **ville d'Epinay-sur-Seine** (Bernadette GAUTIER, maire-adjointe RI ; Marine BIANCIOTTO, service RI ; Samba DIALLO, service jeunesse ; Hamida MENAA, assistante DACRI) / - **ville de Mulhouse** (Claudia MESCHEDE, service RI ; Simon LEVY, service jeunesse) / - **ville de Saint-Denis** (Kader CHIBANE, maire-adjoint coop. Internationale) / - **Toulouse-Métropole** (Eva NEUKUM, service RI, *par liaison téléphonique*)

● **5 excusées** : - les villes de **Lille, Lyon, Marseille, Paris, C.C. Vallée de l'Hérault**

---

### **1- Propos introductifs** (par le président du groupe-pays Algérie)

Le président du groupe-pays Algérie, Georges Morin, exprime d'abord sa grande satisfaction de pouvoir enfin réunir, après deux années « blanches », ce groupe-pays et ses membres les plus persévérants. Il nous a en effet fallu « résister » collectivement, depuis l'été 2016, à la fois au désintérêt croissant des autorités nationales algériennes pour la coopération décentralisée entre collectivités de nos deux pays et au scepticisme croissant alors manifesté, en réponse, par des autorités nationales françaises qui se sont rapidement fixé d'autres priorités.

Ils paraissent lointains, en effet, les grands espoirs nés des 1ères « Rencontres algéro-françaises des maires » tenues à Alger à l'automne 1999, qui ont vu se nouer tant de partenariats<sup>1</sup> originaux et particulièrement féconds, comme Alger avec Paris et Marseille, Oran avec Bordeaux,

---

<sup>1</sup> Plus de 35 collectivités françaises se sont alors mobilisées, dont quelques 25 villes (ou communautés urbaines), 5 départements et 5 régions.

Constantine avec Grenoble, Annaba avec Dunkerque, Larbaa-Nath-Irathen avec Saint-Denis, Sétif avec Lyon et Rennes, etc. Les 2èmes « Rencontres franco-algériennes des maires » de l'automne 2004 à Paris ont manifesté la vitalité de tous ces partenariats et la volonté des deux pays, à Paris comme à Alger, de les soutenir et de favoriser leur développement.

Mais une lente dégradation des relations entre les deux pays, à partir de 2005 et surtout de 2007, a peu à peu grippé la machine, multipliant les obstacles administratifs de part et d'autre, empêchant notamment que les 3èmes « Rencontres algéro-françaises des maires », programmées à Alger pour l'automne 2009, puissent s'y tenir. Malgré la relance de relations plus cordiales entre les deux pays à partir de 2012, les problèmes de gouvernance traversés par l'Algérie à partir de 2013, l'intense période électorale que la France a connue de mars 2014 à juin 2017<sup>2</sup> ainsi qu'un contexte international de plus en plus chaotique en Europe et en Méditerranée, tous ces facteurs ont contribué à paralyser beaucoup des partenariats noués entre nos collectivités.

Et ce fut un vrai miracle que nous ayons pu obtenir, enfin, l'organisation à Alger, en mai 2016 (avec six ans et demi de retard !) des 3èmes « Rencontres algéro-françaises des maires ». Mais le cœur n'y était manifestement plus et les nombreux dysfonctionnements qui se sont produits sur place, avant et pendant les Rencontres, ont malheureusement renforcé chez tous les participants, algériens et français, le sentiment que les deux administrations centrales, l'algérienne comme la française, « n'y croyaient plus »... Excès de pessimisme ? Hélas non puisque la seule décision positive et importante prise alors à l'initiative du ministre algérien de l'Intérieur et aussitôt avalisée par son collègue français en charge des collectivités territoriales (« *Les Rencontres se dérouleront désormais tous les deux ans - et non plus tous les cinq ans, comme décidé en 1999 - les 4èmes Rencontres auront lieu en 2018 à Paris puis les 5èmes en 2020 à Alger* »)... cette décision n'a jamais pu, malgré l'insistance de Cités-unies France, connaître le moindre début de mise en œuvre....

Le paradoxe est que, malgré ce contexte « national » de plus en plus fermé, les bonnes volontés individuelles n'ont pas manqué, des deux côtés, tant au niveau des ambassades et des consulats (d'Algérie en France et de France en Algérie) qu'au niveau des autorités locales (élus et fonctionnaires des collectivités algériennes et françaises) voire nationales (fonctionnaires ministériels et autorités décentralisées) pour lever tel ou tel obstacle, faciliter l'obtention de visas, permettre la tenue des réunions, etc. Ce sont sûrement ces multiples « coups de pouce » – parfois les plus inattendus – qui nous ont permis de maintenir, vaille que vaille, le navire à flot.

La survie de notre coopération doit aussi beaucoup à deux programmes franco-algériens spécifiques : d'abord le programme franco-algérien Jousour (« programme concerté pluri-acteurs » PCPA) qui a permis de financer, de 2007 à 2019, des coopérations visant à renforcer le mouvement associatif consacré à l'enfance et à la jeunesse ; ensuite le programme européen JESR (Jeunesse engagée sur les deux rives), visant à renforcer les politiques locales pour et par la jeunesse dans les collectivités locales algériennes et françaises, dans le cadre de partenariats existants ou par leur engagement spécifique sur l'un ou/et l'autre des ces programmes. Et nous

---

<sup>2</sup> Municipales (mars 2014), départementales (mars 2015), régionales (décembre 2015), présidentielles (avril-mai 2017) et législatives (juin 2017)

devons souligner ici l'appui essentiel que nous ont manifesté, pour ces deux programmes, de grandes associations de France (comme le CFSI, comité français de solidarité internationale) et d'Algérie (comme l'Etoile culturelle d'Akbou et le réseau Nada de soutien à l'enfance et à la jeunesse) : rien n'aurait été possible sans leur soutien, leur vigilance et leur efficacité.

Après ces vingt années (1999-2019) de coopération décentralisée franco-algérienne, menées dans un contexte aussi déstabilisant, une quinzaine de collectivités françaises (sur les 35 de 1999) tiennent donc encore le choc ! Beaucoup sont ici ce matin et je tiens à les remercier de leur détermination à maintenir la flamme d'une solidarité active entre collectivités, entreprises, universités et citoyens des deux pays : les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte-d'Azur ; le département de Seine-Saint-Denis ; les villes d'Aubervilliers, Bordeaux-Métropole, Dunkerque, Epinay-sur-Seine, Mulhouse, Saint-Denis et Toulouse-Métropole. Cinq autres collectivités n'ont pu être là ce matin (Lille, Lyon, Marseille, Paris, C.C. Vallée de l'Hérault) mais elles nous ont assuré de leur volonté de maintenir le cap avec leur partenaire algérien et d'y travailler collectivement au sien du GP Algérie de CUF.

## 2- Tour de table

- **Ville de Saint-Denis** (Kader Chibane) : La ville est jumelée avec Larba-Nath-Irathen (w. de Tizi-Ouzou) depuis une vingtaine d'années. En octobre dernier la Ville s'y est rendue pour réorienter vers le patrimoine une coopération qui tournait jusqu'à présent autour de l'agriculture (le cerisier).

- **Ville de Bordeaux / Bordeaux-Métropole** (Magali Da Silva) : La ville est jumelée avec Oran depuis 16 ans. Mais, pour l'instant, malgré les discussions officielles entre les deux villes pour mener des actions, rien n'est formalisé sur le plan juridique (convention de partenariat). **La ville de Lille** ayant le même problème avec Tlemcen, une proposition de programme commun entre Bordeaux et Lille avec l'Algérie a été émise sur le thème de l'économie sociale et solidaire, avec le soutien de l'IFAID-Aquitaine (Institut de formation et d'appui aux initiatives de développement). Par ailleurs, la ville mène avec Oran d'importants programmes sur la jeunesse. Les centres d'animation des quartiers de Bordeaux coopèrent avec des associations algériennes, tout comme les universités de chaque territoire. De plus, le volet économique de Bordeaux est fortement soutenu par le consulat algérien sur place, car ce dernier a ouvert des journées économiques franco-algériennes et elles se tiendront à nouveau en fin d'année. Il y a en projet d'organiser ces journées à Oran, mais cela dépendra de l'évolution du contexte algérien. Enfin, la ville développe actuellement une coopération entre le CHU d'Oran et le CHU de Bordeaux sur la thématique des AVC.

- **Ville d'Epinay-sur-Seine** (Marine Bianciotto) : La ville est en coopération avec Tichy (w. de Bejaïa) depuis 2014. C'est une coopération assez jeune, il y a une forte volonté des deux villes de mener ensemble des actions concrètes. Cela est aussi dû à la continuité car le nouveau maire est du même parti que son prédécesseur, et l'élus aux relations internationales est resté en fonction. De ce fait, ils ont réussi à développer des pistes communes de travail. Sur la jeunesse, la ville a participé au programme JESR, ce qui a permis de lancer concrètement la coopération et de

développer le travail autour des conseils de jeunes. Sur l'environnement il y a le projet de « jardins croisés » : la construction du jardin de Tichy à Epinay est achevée mais l'inauguration est reportée en raison de l'impossibilité pour les élus algériens de venir en France dans le contexte actuel. Sur la culture il y a des échanges de pratiques entre bibliothécaires car Tichy a ouvert sa première bibliothèque municipale et l'équipe initiale n'était pas compétente.

- **Ville de Mulhouse** (Claudia Meschede et Simon Levy) : La ville est jumelée avec la ville d'El Khroub (w. de Constantine) depuis bientôt 20 ans. Cette coopération était d'abord axée autour de la santé publique car l'ancien maire d'El Khroub était médecin. Il y a eu plusieurs projets autour de la gestion urbaine (éclairage public, assainissement etc.) Aujourd'hui le thème de la participation citoyenne est central dans notre coopération ; c'est à travers ce volet que la ville est devenue partenaire du projet JESR en y associant la jeunesse. La principale difficulté de la ville, aujourd'hui, découle des dernières élections : il y a un nouveau maire et les relations sont beaucoup moins denses depuis, malgré le travail et la dynamique construits par JESR. Au niveau de la jeunesse, les jeunes de Mulhouse partis dans le cadre de JESR sont très motivés à poursuivre la dynamique et à construire de nouveaux projets. En effet de bonnes relations ont été nouées avec leurs camarades algériens, et il serait dommage que tout cela s'estompe.

- **Ville d'Aubervilliers** (Nordine Idir, Nora Aoudjane et Ralf Hofmann) : La ville est jumelée avec Bouzeguène (w. de Tizi-Ouzou). Notre coopération se structure particulièrement autour des questions de jeunesse ; de ce fait la ville s'est beaucoup investie dans le projet JESR avec l'accueil en France des délégations algériennes et des missions en Algérie. Dans ce cadre, la maire d'Aubervilliers s'est rendue l'an passé à Bouzeguène pour signer la convention 2018-2020, comprenant un axe traitement des déchets et un axe jeunesse, qui permettront de monter des projets communs entre les deux conseils de jeunes. Avec le programme JESR, des jeunes d'Aubervilliers se sont rendus en Algérie, et ont noué de fortes relations avec les jeunes des CCI algériens. Enfin, il y a une volonté de mettre en place des échanges entre le campus Condorcet qui ouvre prochainement à Aubervilliers et l'université de Tizi-Ouzou, dont le recteur est déjà venu rencontrer le président du campus, et inversement.

- **Communauté urbaine de Dunkerque** (Nordine Henni) : La ville fête les 15 ans de sa coopération avec la ville d'Annaba. Cette coopération a d'abord débuté sur des questions urbaines, mais elle a connu des difficultés qui se sont résorbées avec le temps. Pendant trois ans la ville a participé à la constitution des agences d'urbanisme en Algérie, qui malheureusement n'existent plus en raison de problèmes internes à l'Algérie ; pour autant ces agences ont constitué un projet emblématique de notre coopération. Le 28 novembre 2018 la ville a renouvelé son accord de coopération avec Annaba avec la volonté de la relancer. Lors de la COP 21 en 2015, la ville a été accompagnée par le MEAE dans le cadre d'un programme qui consistait à rapprocher trois collectivités (Dunkerque, Annaba et Dieppe) sur les questions de réchauffement climatique. Le travail porte aujourd'hui essentiellement sur les questions d'industries portuaires. A cette occasion la ville accueille actuellement des doctorants d'Annaba sur ce thème. Si sur le plan institutionnel le contact est parfois compliqué, sur d'autres plans la coopération est plus facile : en témoigne le renouvellement des accords entre les universités de chaque territoire et les marchés décrochés par des entreprises françaises. Il y a une volonté de lier davantage la coopération avec

l'environnement et le développement durable : dans les mois qui viennent Dunkerque va participer, à Annaba, à la mise en œuvre de projets autour des centres permanents d'information sur l'environnement.

- **Ville de Toulouse / Toulouse Métropole** : Eva Neukum signale que des collectivités continuent d'engager des projets de coopération avec de nouveaux partenaires algériens. C'est le cas de Toulouse Métropole qui va lancer une mission à Mostaganem car elle souhaite développer une coopération avec cette ville portuaire de l'Ouest algérien.

- **Conseil départemental de Seine-Saint-Denis** (Magali Fricaudet) : le département participe depuis sa création au PCPA Jousour, ce qui a permis de faciliter la mise en place des projets d'échanges avec la wilaya d'Oran sur l'insertion professionnelle dans le domaine des métiers de la forge. A cet égard le département a pu accueillir certains jeunes Algériens en Picardie (car pas de filière forge en Seine-Saint-Denis). Ces échanges sont amenés à se développer aujourd'hui avec la wilaya de Bejaïa en s'appuyant sur des dynamiques citoyennes. La coopération du département passe également par un axe très fort sur la mobilité des jeunes, notamment autour des Jeux méditerranéens d'Oran (2021) au cours desquels le département souhaite développer des projets d'échanges de jeunes. Ceci dans le but d'accueillir en 2024 en Seine-Saint-Denis des jeunes d'Oran lors des Jeux olympiques de Paris. Un séminaire international sur l'héritage olympique se tiendra les 2 et 3 juillet avec Plaine Commune (agglomération de St-Denis-sur-Seine) et CGLU. Enfin, il y a une volonté de travailler sur le droit des femmes : le département a mis en place un observatoire des violences faites aux femmes labellisé par le ministère des affaires étrangères ; ce sera l'un des axes thématiques de coopération, qui va porter sur la mise en place d'observatoires locaux.

- **Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes** (Anna Fiorini-Bériot) : La région n'a pas de coopération avec une collectivité algérienne particulière. En revanche elle a mis en œuvre en 2017 une action à portée économique. Un élu s'est rendu au salon de l'agriculture à Alger et un travail a été mené avec Business France à Alger. Cela a abouti à une journée d'information économique destinée aux entreprises de la région, montée avec Business France et le consulat d'Algérie à Lyon, autour de trois thématiques : l'agriculture, les énergies et le tourisme. Une journée qui a eu du succès puisque 500 personnes ont été accueillies, dont de nombreuses entreprises algériennes (200). La région a mis cette occasion à profit pour développer des contacts et nous avons rencontré de nombreux chefs d'entreprises. La région va désormais travailler davantage dans une démarche de partenariat économique. Enfin la région espère pouvoir accueillir une délégation algérienne lors du salon de l'élevage à Clermont-Ferrand.

- **Conseil régional Sud PACA** (Yamina Boulkérara) : La région mène depuis 2005 une coopération avec la wilaya du Grand-Alger et met en place des projets autour de la rénovation du patrimoine, notamment du patrimoine anciennement français, et sur les cimetières. Il y a eu des discussions avec la wilaya du Grand Alger en décembre dernier sur différents axes, dont le patrimoine, la smart city, le développement durable et l'économie de l'eau. Concernant l'axe sur les métiers de la rénovation, la région avait commencé à travailler sur la Casbah d'Alger et notamment sur des formations du plan de gestion de la Casbah avec la ville d'Arles qui possède une vraie expérience sur ce thème. D'autre part, des formations aux métiers de la rénovation sont en cours

d'élaboration car des entreprises de la wilaya ont fait le constat qu'il manquait des formations spécifiques sur ces métiers. A également été évoquée l'idée de créer un musée d'archéologie lié aux travaux d'extension des lignes du métro d'Alger, et tout un travail a été mené sur un appui à la programmation de ce musée. Ceci dans la volonté de développer des projets entre les sociétés civiles du Grand-Alger et de la région Sud PACA. Ces derniers temps, les contacts avec nos partenaires ont été compliqués en raison du contexte sur place. La wilaya voulait un accompagnement sur la structuration économique (en France la loi Notre renforce nos compétences sur la structuration économique). La région organise à Alger des missions régulières : la dernière a eu lieu en décembre 2018, et la prochaine est programmée pour juin 2019. Il y a une volonté de continuité dans les discussions, notamment via l'association Bel Horizon (patrimoine et tourisme) qui travaille sur les Jeux méditerranéens organisés à Oran en 2021.

- **Retour sur Jousour, programme concerté pluri-acteurs** (Agnès Belaïd, CFSI) : Jousour est un programme initié en 2007 dans le cadre du PCPA principalement financé par l'AFD et développé à l'initiative du CFSI. Une première expérimentation a été réalisée en 2007 grâce au soutien de Cités Unies France, par le biais de la coopération décentralisée, puisque le programme s'est appuyé sur le solide accord de coopération entre les villes de Constantine et de Grenoble.

Ce programme thématique s'adresse aux associations qui travaillent en direction de l'enfance et de la jeunesse. Depuis 2007 186 projets ont été lancés, et 40 sont en cours sur 4 fonds d'appui différents. Une capitalisation est aujourd'hui engagée avec la production d'un film sur les bonnes pratiques, et un autre actuellement en tournage sur la mobilisation citoyenne de la jeunesse. D'autre part un recueil est en cours d'élaboration sur l'engagement associatif à travers des portraits d'acteurs.

Jousour a également des impacts importants en France car il s'agit d'enjeux communs et partagés. Le programme a clairement influé sur des parcours de jeunes ayant participé aux projets, comme à Aubervilliers.

En termes de gouvernance, il y a un comité de pilotage (8 membres élus : 5 Algériens et 3 Français, et des membres de droit : réseau NADA, CFSI, et SCAC de l'ambassade de France). Il y a également le comité Jousour Avenir qui travaille sur le futur de Jousour, car le financement sur la ligne PCPA va s'arrêter en 2020 (mais le projet ne va pas s'arrêter pour autant). Une réunion se tiendra début juillet sur les suites à réserver à ce programme Jousour.

- **Le programme JESR** (Linda Naïli) : Evoqué par Georges Morin dans sa introduction à cette réunion du groupe-pays (voir ci-dessus) ce programme a mobilisé quatre villes françaises et quatre villes algériennes : Aubervilliers (93) avec Bouzeguène (w. de Tizi-Ouzou), Epinay-sur-Seine (93) avec Tichy (w. de Bejaïa), Mulhouse (68) avec El Khroub (w. de Constantine) et la Communauté de communes Vallée de l'Hérault (34) avec Biskra (w. de Biskra) [*ce dernier partenariat est encore en construction*]. **Ce programme, cofinancé par l'Union européenne sera présenté lors d'un atelier à l'occasion des Rencontres que Cités Unies France organise les 2 et 3 juillet prochains à Paris - La Villette. L'atelier se tiendra le 3 juillet de 11h à 12h30 et les différents partenaires pourront témoigner et partager les bonnes pratiques à travers un rapport de capitalisation.**